

### MESSAGES CLÉS

- À Abala, la **majorité** de la population générale déclarait que les relations entre les différentes communautés de déplacement étaient bonnes.
- Abala a considérablement augmenté son nombre d'infrastructures hydriques, **passant de 18 en mars 2021 à 88 en janvier 2023**.
- Les PDI **souhaitaient** que les acteurs humanitaires développent le petit commerce, activités moins dangereuse que cultiver les champs.

### APERCU DE LA MÉTHODOLOGIE

Quatre outils de collecte ont été déployés pour enquêter sur les ménages dans cinq localités : Abala, Ayerou, Tillia, Torodi et Toumour. Du 24 octobre au 4 novembre 2022, la première phase de collecte a utilisé un échantillon représentatif avec 95% de confiance et une marge d'erreur de 10%. Entre 300 et 450 ménages ont été enquêtés par localité, totalisant environ 1900 enquêtes structurées.

En janvier, lors de la seconde phase, des discussions de groupe et des entretiens avec des informateurs clés et des responsables d'infrastructures ont été menés. Les outils, basés sur la première phase, ont approfondi les sujets sensibles. Chaque localité a eu 5 à 7 informateurs clés et 1 discussion de groupe par groupe de population, totalisant 32 entretiens et 17 discussions pour toutes les localités. Les informateurs clés ont été sélectionnés par échantillonnage et boule de neige combinant données secondaires et informations des partenaires du consortium RRM dans les localités.

**Limites :** Bien que les informations collectées remontent à fin 2022, cette évaluation territoriale demeure pertinente pour identifier et anticiper les besoins structurels des localités accueillant des communautés de déplacés. Notre approche privilégie l'identification des besoins structurels plutôt que des besoins immédiats.

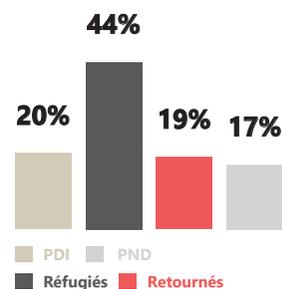
### INTRODUCTION & CONTEXTE

Afin d'obtenir une vue d'ensemble des besoins et capacités de la population, IMPACT Initiatives a entrepris la réalisation d'une évaluation territoriale (ABA) dans la localité d'Abala. Abala est le chef-lieu du département d'Abala et se situe dans la région de Tillabéri. À l'ouest, elle est bordée par le département de Banibangou et au sud-est par le département de Filingue. En 2012, l'institut National de la Statistique au Niger y dénombrait 75 117 habitants. Frontalier avec le Mali, le département d'Abala est très exposé à la volatilité du contexte sécuritaire dans la zone des « trois frontières ». Toutefois, la ville d'Abala, est devenue une localité d'accueil des populations réfugiées maliennes et déplacées internes des communes frontalières.

Le Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) offre une assistance humanitaire d'urgence aux Personnes Déplacées Internes (PDI) dans les localités d'accueil. Ces zones regroupent des populations hôtes, déplacées, réfugiées et retournées. Cependant, l'information sur la situation et les dynamiques sociales de ces localités est limitée, notamment en ce qui concerne l'impact à long terme des interventions du RRM, dont la durabilité n'est pas évaluée, malgré son rôle central dans les situations de crise.

Dans le cadre de cette approche, une méthodologie mixte a été adoptée. Ces données primaires ont été obtenues grâce à des enquêtes quantitatives, des entretiens qualitatifs avec des informateurs clés (IC) et des discussions de groupe (FGD).

#### % des statuts de déplacement selon les ménages enquêtés



Comparée aux autres localités enquêtées, la localité d'Abala se caractérisait par des proportions assez homogènes entre les différents groupes de populations déplacées, mais avec une plus grande proportion de PND (44%). Comme le montre la cartographie des dynamiques de déplacement, Abala se caractérisait par une structure territoriale par type de déplacés où chacun vivait avec sa communauté, les déplacés étaient localisés autour de la localité dans le tissu urbain, et les PND vivaient dans le centre-ville.

Novembre 2022 | Niger

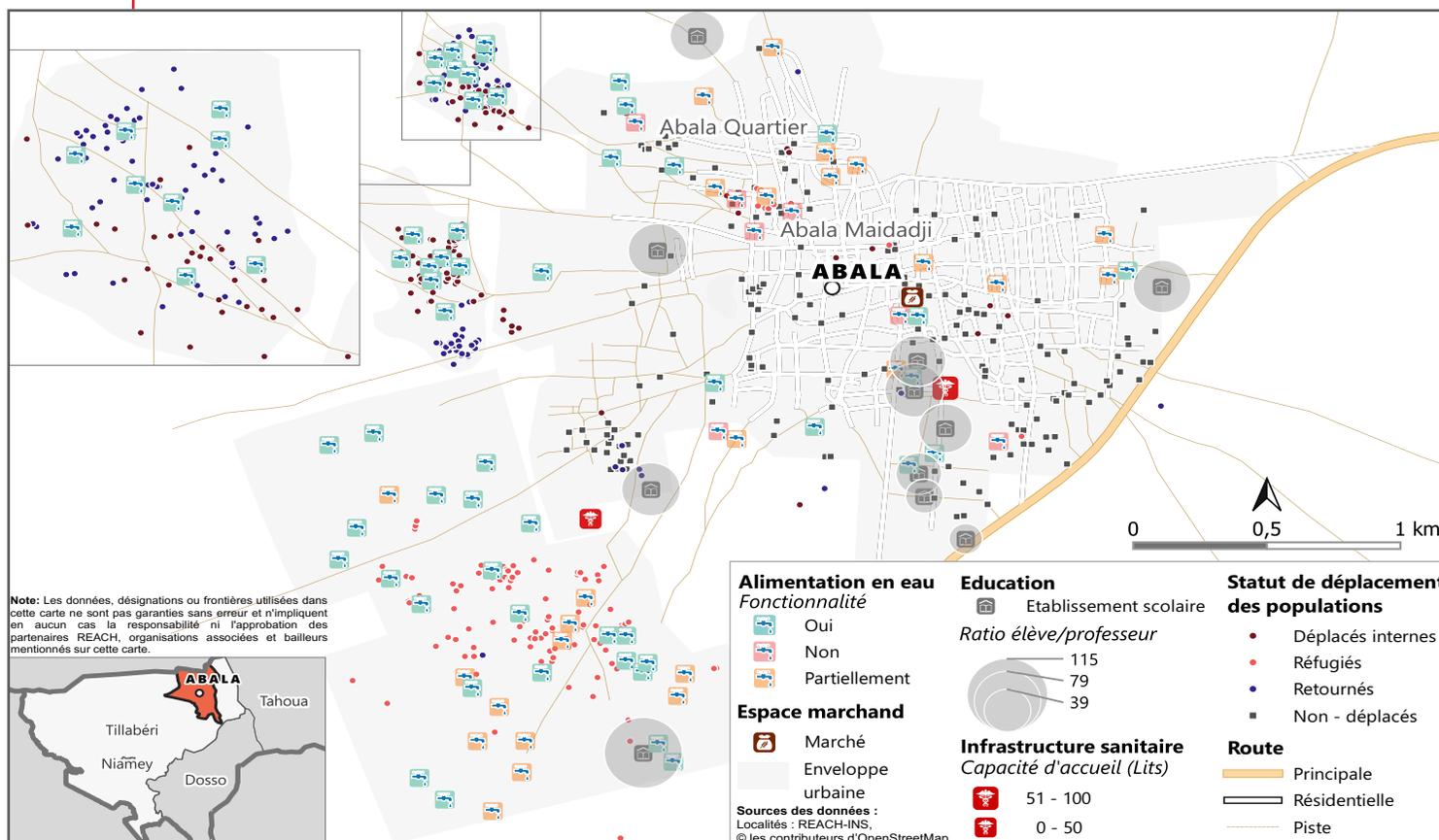
### Cartographie des infrastructures fonctionnelles et de la répartition géographique des populations déplacées

Du 9 janvier au 16 janvier 2023, IMPACT a collecté des données auprès de référents en infrastructures et d'informateurs clés pour obtenir des informations sur la cartographie des infrastructures fonctionnelles et la répartition géographique des populations déplacées.

De mars 2021 à janvier 2023, la localité d'Abala est passée de 18 infrastructures hydriques à 88, ce qui place Abala en tête parmi les cinq localités étudiées ayant le plus d'infrastructures hydriques<sup>1</sup>. Cependant, ce progrès s'est accompagné d'une réalité contrastée. Malgré cette augmentation, la répartition des nouvelles infrastructures ne fut pas équitable. En effet, la majorité des infrastructures nouvellement construites furent concentrées dans les zones d'habitation des PDI, retournés, et réfugiés, laissant la zone d'habitation des PND avec un accès relativement limité à ces améliorations.

Concernant les infrastructures scolaires, on a observé la fermeture d'une école par rapport aux années précédentes en raison d'une pénurie d'enseignants. Ainsi, le manque d'enseignant dans la localité d'Abala a participé à une tendance plus générale. En effet, la MSNA 2023<sup>2</sup> a démontré que dans l'ensemble du département et parmi les enfants de 7 à 17 ans inscrits et fréquentant régulièrement une école formelle ou inscrits dans une école informelle, dont il a été rapporté qu'ils ne pouvaient pas apprendre dans des conditions acceptables (7%), les raisons les plus évoquées ayant empêché les enfants d'apprendre dans des conditions acceptables étaient le manque d'enseignants (70%) et les écoles surchargées (48%).

En ce qui concerne les infrastructures de santé, au nombre de deux dans la localité d'Abala, il n'y a eu ni augmentation ni diminution par rapport à mars 2021. Pour ce qui est de l'accessibilité aux marchés, il semble y avoir eu une réduction du nombre de marchés en activité, passant de 3 à 1. Il semble que le marché de bétail et le marché alimentaire ne soient plus en activité, seul le marché mixte subsiste. Ainsi, le seul marché fonctionnel de la localité d'Abala se situait dans le centre-ville, loin des zones d'habitation des déplacés.



<sup>1</sup> REACH, Niger [Informer la planification locale dans trois localités affectées par les déplacements forcés à Tillabéri, Niger](#), mars 2021

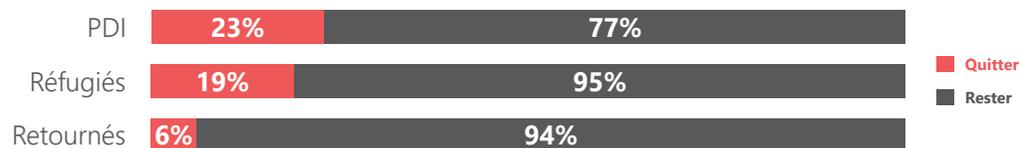
<sup>2</sup> REACH, Niger [Multisectoral Needs Assessment 2023](#), décembre 2023

## INDICES CLÉS ET RECOMMANDATIONS

### Cohésion sociale et dynamiques de déplacement

40% des PDI et 64% des réfugiés rapportaient être en situation de déplacement prolongé (un an ou plus). Plus de trois quarts des ménages déplacés ont rapporté avoir quitté leur localité d'origine à cause d'attaques de groupes armés non-étatiques (GANE), raison évoquée par 84% des PDI et 81% des réfugiés. Quant à l'avenir des ménages déplacés dans la localité actuelle, la plupart des personnes interrogées souhaitaient y rester. Parmi la minorité de PDI exprimant le désir de retourner dans leur localité d'origine, ce choix pourrait être influencé par des contraintes sécuritaires plutôt que par une réelle volonté de retour.

#### % de ménages par intentions de déplacement:

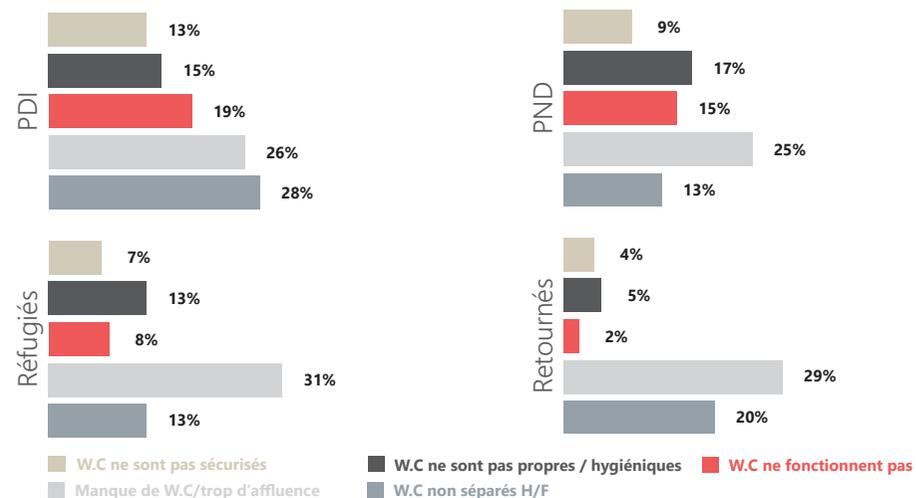


Selon les données issues des FGD, les PDI et les retournés effectuaient généralement des travaux journaliers et des tâches domestiques chez les PND, témoignant d'interactions quotidiennes. Malgré une bonne cohésion sociale rapportée au sein de la localité, cela semblait refléter une structure d'emploi et de moyens d'existence déterminée par le statut de déplacement.

### Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Dans la localité d'Abala, l'accès à l'eau variait entre les zones. La zone d'habitation des PDI et des retournés bénéficiait de 100% d'infrastructures fonctionnelles, tandis que la zone d'habitation des réfugiés avait 70% d'infrastructures fonctionnelles et 30% partiellement fonctionnelles. En revanche, le centre-ville, qui est la zone d'habitation des PND, affichait des chiffres moins favorables : 40% d'infrastructures fonctionnelles, 37% partiellement fonctionnelles et 23% non fonctionnelles. Les PND et les retournés estimaient que les points d'eau étaient en nombre insuffisant (36% et 18% respectivement) et qu'ils étaient très éloignés (31% et 20% respectivement). Concernant les principales difficultés d'accès à l'eau rencontrées par les ménages, elles étaient d'abord liées au prix élevé, affectant principalement les PDI (34%) et les retournés (17%). Ces populations ne disposaient souvent pas de suffisamment de récipients pour stocker de l'eau potable, notamment les PDI (20%), les réfugiés (19%) et les retournés (13%). Concernant l'accès à l'hygiène, les données de l'enquête infrastructures nous ont indiqué qu'une proportion non négligeable de points d'eau était fréquentée par des habitants venant de plusieurs quartiers de la localité.

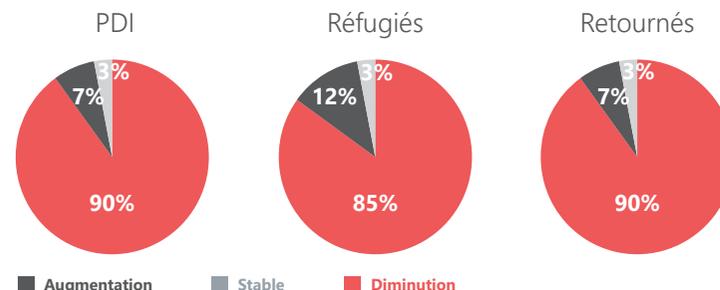
#### % de ménages ayant rencontré des problèmes pour accéder aux installations sanitaires par type de difficultés rencontrées:



### SÉCAL et moyen de subsistance

Parmi les choix uniques, les ménages déplacés dépendaient des travaux non agricoles comme source principale de revenus des ménages sur les 30 derniers jours (41% des retournés, 35% des PDI, 26% des réfugiés, 20% des PND). De plus, les transferts monétaires humanitaires représentaient une part importante de la source principale de revenus (30% des PDI, 20% des retournés et 14% des réfugiés).

#### % de ménages selon l'évolution constatée de la quantité de nourriture disponible



## Santé

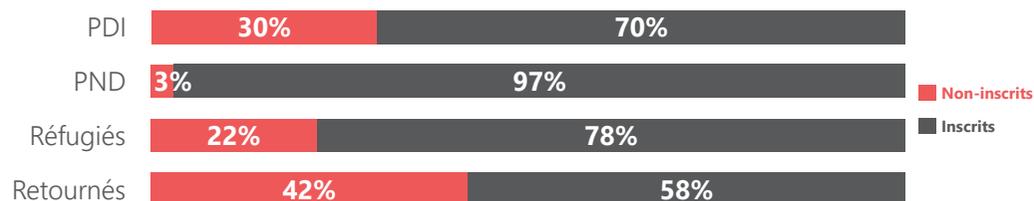
Bien que la localité d'Abala disposait de deux infrastructures de santé, elles rencontraient des problèmes tels que des évolutions de fréquentation importantes (+10 à +50%) au cours des six derniers mois précédant la collecte de données, avec une capacité d'accueil insuffisante. De plus, ces centres faisaient face à des contraintes telles que le manque de personnel qualifié, d'équipement de base et de médicaments, ce qui impactait le bon fonctionnement des services. Pour améliorer la situation, des propositions étaient faites, notamment des dotations en matériaux de réhabilitation, en médicaments et en équipements médicaux.

Bien que le pourcentage de ménages capables d'accéder aux soins de santé à Abala était de 85%, les problèmes liés au secteur de la santé persistaient. Parmi les ménages dont au moins un des membres avait eu besoin d'accéder à des soins de santé dans les trois mois précédant la collecte de données, divers obstacles étaient identifiés, tels que l'incapacité de payer le coût du traitement (46% des ménages), une longue période d'attente dans les structures sanitaires (32%), et l'impossibilité de payer le coût de la consultation (30%). Seulement 26% des ménages déclaraient n'avoir eu aucun problème pour accéder aux soins de santé.

## Éducation

À Abala, l'analyse des infrastructures mettait en évidence une saturation des écoles, caractérisée par l'insuffisance de salles de classe, le manque d'enseignants qualifiés et l'absence d'écoles, en particulier sur les sites des retournés. Ces constats soulignaient des disparités dans les taux de scolarisation en fonction du statut de déplacement.

### % de ménages avec des enfants de 7 à 17 ans inscrits dans une école formelle ou informelle en 2022-2023:

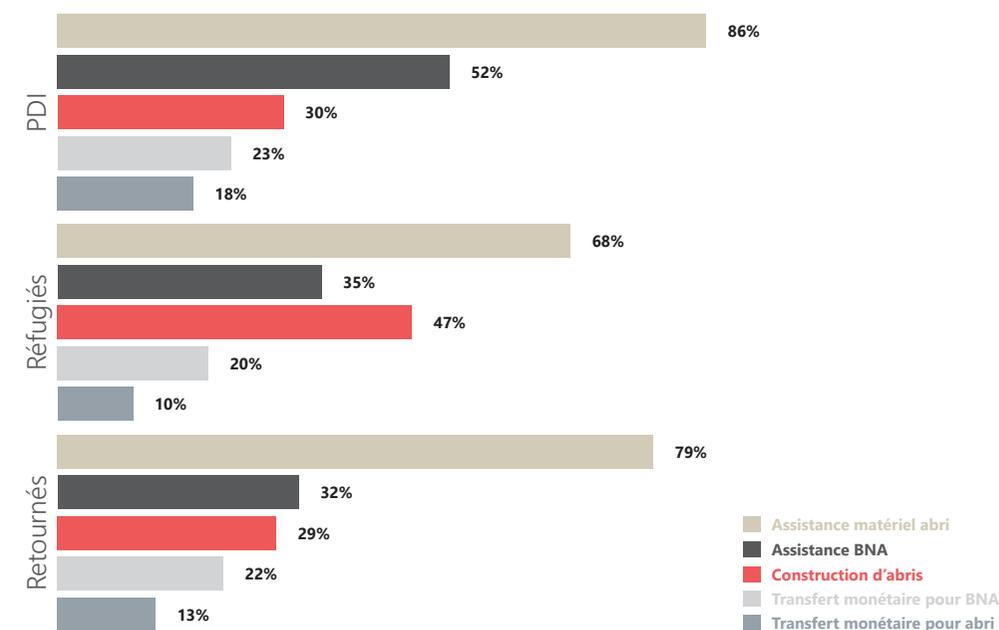


Comme illustré dans le graphique, les retournés ont été les plus touchés : les raisons de la déscolarisation incluaient le manque d'écoles dans la communauté, leur éloignement ou le manque de moyens de transport. Parmi les ménages ayant des enfants inscrits à l'école formelle en 2021-2022 mais non inscrits en 2022-2023, l'incapacité des parents à assumer les frais de scolarité affectait tous les groupes (100% des PND, 56% des réfugiés, 52% des retournés et 44% des PDI).

## Abris

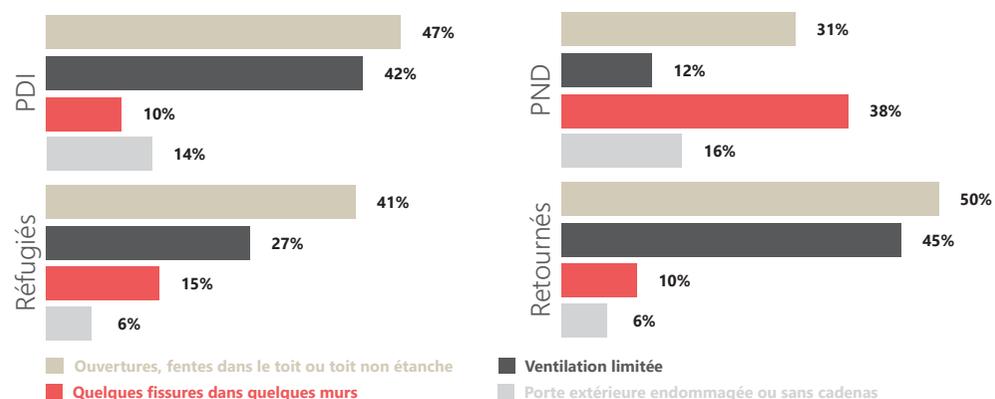
Depuis leur arrivée dans la localité, tous les ménages déplacés enquêtés ont reçu des formes d'assistance en abris, dont des transferts monétaires pour l'achat du matériel de construction ainsi que des biens non alimentaires dans les 6 mois précédant la collecte de données. Parmi ces ménages déplacés, 69% ont été très satisfaits et 31% ont été plutôt satisfaits. À l'inverse, il est à noter que 93% des PND n'avaient reçu aucune forme d'assistance en abris et biens non alimentaires au cours des 6 derniers mois au moment de la collecte des données.

### % de ménages déplacés par type d'assistance en abris et biens non alimentaires (BNA) reçue après leur arrivée dans la localité



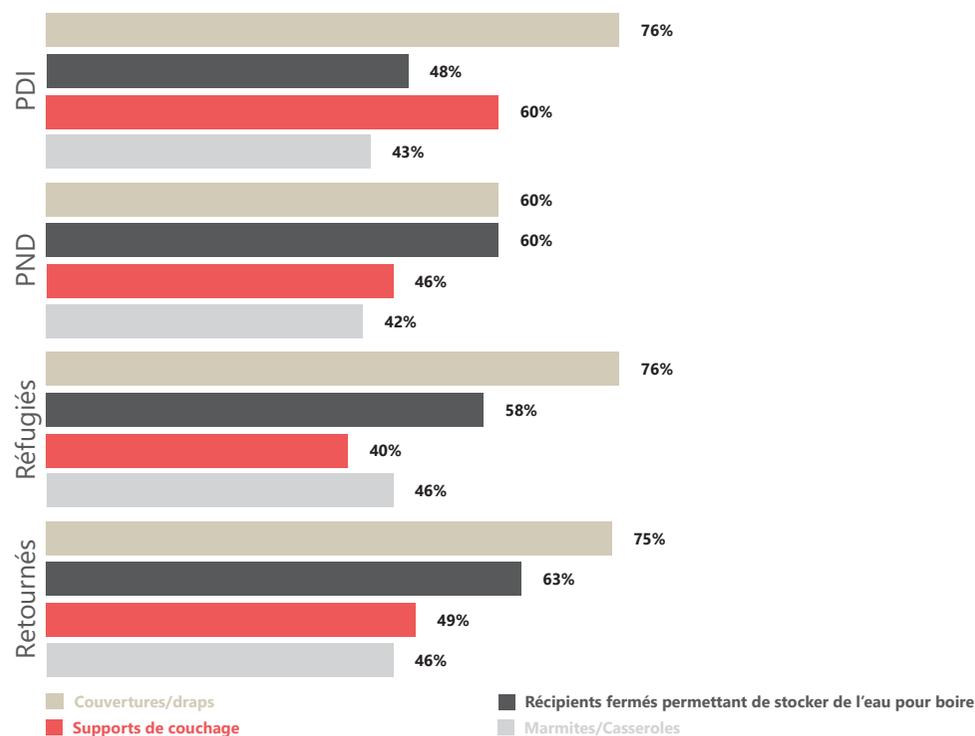
Les PND (80%) et les réfugiés (55%) vivaient principalement dans des abris permanents, tandis que les PDI et les retournés avaient des abris d'urgence fournis par l'aide humanitaire (47% pour les PDI et 38% pour les retournés). Les ménages résidaient également sous des tentes traditionnelles (29% pour les retournés, 21% pour les PDI et 14% pour les réfugiés). Une typologie intermédiaire d'abri était utilisée par les PDI (22%) et les retournés (21%). Ces abris étaient démontables et transportables, soulignant ainsi l'urgence perçue par les IC de ces groupes quant au besoin en abri.

## Parmi les ménages ne vivant pas à l'air libre, % de ménages dont l'abri a un problème par type de problème



## BNA

### % de ménages selon le top 3 des articles BNA qui leur manquaient le plus



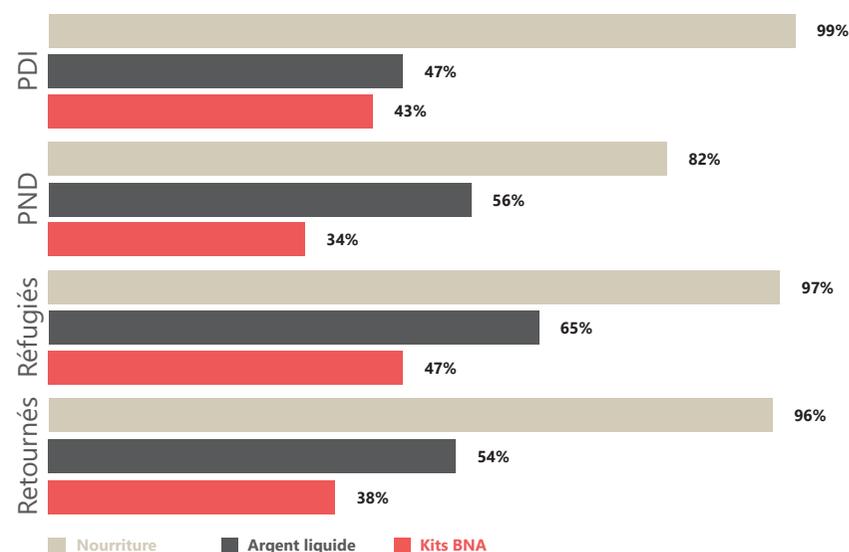
À côté de ces besoins en abri, les ménages faisaient également face à un manque important d'articles non alimentaires. En dehors des articles dans le graphique ci-dessus qui manquaient le plus aux ménages, la population générale aurait souhaité des lampes à panneau solaire intégré ou à piles (32%) et des moustiquaires (29%).

## AAP

### Redevabilité

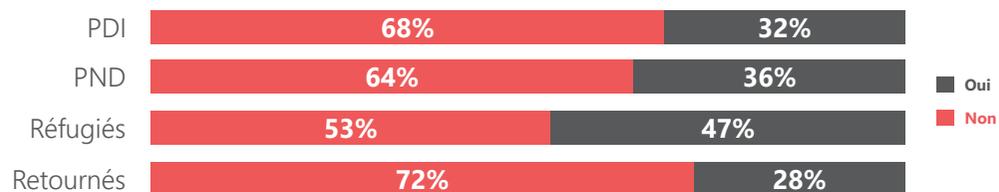
Tous les groupes à Abala se sont déclarés satisfaits de l'aide humanitaire reçue, couvrant divers secteurs mentionnés dans le rapport. Bien que la plupart n'aient pas signalé de difficultés d'accès, certains ont mentionné des problèmes tels que le manque d'informations sur les modalités d'assistance (30% de PND ; 13% de réfugiés, 11% de retournés et 9% de PDI). D'autres difficultés incluaient la non-réception de l'aide (11% de PND ; 5% de retournés, 3% de réfugiés et 2% de PDI) et des complications pour les personnes ayant des besoins spécifiques (4% de retournés, 3% de PDI, 3% de réfugiés et 3% de PND). Notons également que 80% des ménages interrogés rapportaient ne pas avoir été consultés sur les programmes d'assistance humanitaire dans leur localité.

### % de ménages selon le top 3 par modalité / type d'assistance préféré

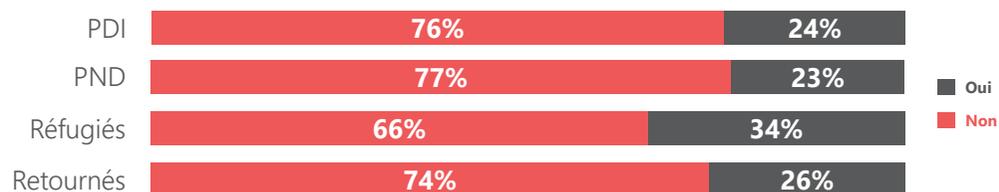


## Mécanisme de gestion des plaintes (MGP)

### % de ménages ayant connaissance des mécanismes de plaintes



### Parmi les ménages ayant connaissance de MGP, % de ménages ayant déjà utilisé les mécanismes de plaintes



Parmi les ménages ayant eu connaissance des MGP, moins de 30% les avaient déjà utilisés et avaient reçu des retours. Parmi les ménages au courant des MGP mais ne se sentant pas à l'aise pour les utiliser, 90% ont évoqué le fait que les démarches étaient compliquées et/ou trop longues, et 10% d'entre eux n'avaient pas confiance et ne se sentaient pas en sécurité pour se plaindre.